



COMMUNIQUÉ INDECOSA-CGT

L'industrie agroalimentaire « présure » les producteurs et prend les consommateurs pour des « vaches à lait » !

La plupart des grands groupes industriels de l'agroalimentaire projettent en 2009 de payer le prix du lait aux producteurs 25 % de moins qu'en 2008. Cette situation inédite est due à une concurrence de pays hors communauté européenne comme la Nouvelle Zélande et par les pressions de la DGCCRF pour imposer la dérégulation du marché.

En tant que consommateurs, nous pourrions nous réjouir d'une baisse future de certains produits à base de lait. En réalité, on voit bien que cette initiative sert d'abord les actionnaires de ces entreprises qui souhaitent principalement augmenter leurs dividendes. L'enquête de l'INC sur la modification des prix au kilo de nombreux produits a démontrée en partie la supercherie.

Pour l'association de défense des consommateurs INDECOSA-CGT, le gouvernement doit être cohérent en ne confiant pas l'avenir d'une filière au bon vouloir du marché. Le danger immédiat est que de nombreux producteurs Français risquent de mettre la clé sous la porte et parallèlement le consommateur devra se contenter de produits dont la plupart du temps on ignore la provenance. Le scandale de la Mélanine a démontré que l'absence d'une traçabilité optimum sur le lait a engendré une certaine confusion des organismes officiels. Enfin, la domination sans partage des grands industriels leur permettra de s'entendre sur le prix de vente des produits. Au bout du compte, les perdants seront les agriculteurs, les consommateurs et les salariés du secteur qui serviront une nouvelle fois de « marge d'ajustement ».

La réunion de Paris entre industriels et producteurs ne résoudra pas la crise si nous ne modifions pas la loi de modernisation de l'économie. Il est impératif qu'une vraie régulation du marché s'instaure, cela passe par une transparence des prix pour le consommateur (part payée au producteur). Cette transparence passe également par l'origine des produits que nous mangeons. Au delà du débat sur la préférence communautaire, c'est aussi un problème de sécurité alimentaire et de liberté de choix des consommateurs. De même, nous avons besoin d'un organisme indépendant composé de producteurs, d'industriels et de consommateurs pour fixer un prix équitable du lait et d'autres matières premières comme les céréales. La crise mondiale nous démontre chaque jour que le « laisser faire » est une erreur et qu'il est important de repenser en profondeur les règles du marché.

Montreuil, le 30 octobre 2008

Contact : Arnaud FAUCON, secrétaire national au 06 84 99 16 15

**INDECOSA CGT 18 : 02 48 50 00 32 (permanence le mardi après-midi)
8, place Malus 18000 BOURGES**